

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne, le 5 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

XL RECYCLING SAS (ex.PLASTI RHONE ALPES)

ZI des Granges
8, rue des Roseaux Verts BP 113
42600 MONTBRISON

Références : UID4243-DSSP-022-0259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 juin 2022 dans l'établissement XL RECYCLING SAS (ex.PLASTI RHONE ALPES) implanté ZI des Granges 8, rue des Roseaux Verts BP 113 42600 MONTBRISON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XL RECYCLING SAS (ex.PLASTI RHONE ALPES)
- ZI des Granges 8, rue des Roseaux Verts BP 113 42600 MONTBRISON
- Code AIOT dans GUN : 0006108535
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société XL RECYCLING exerce une activité de lavage et broyage de déchets de films plastiques en polyéthylène, et une activité de regranulation des déchets broyés par extrusion. Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 23 avril 2020, complété par l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mur coupe-feu	AP de Mise en Demeure du 29/09/2021, article 1	/	Sans objet
Isolement des réseaux	AP de Mise en Demeure du 29/09/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en oeuvre les actions nécessaires pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 septembre 2021. Il est donc proposé de ne pas donner d'autres suites à cette affaire.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mur coupe-feu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Suite mise en demeure
Prescription contrôlée : Mur coupe-feu
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un mur coupe-feu réalisé en mégablocs en béton, implanté en limite de propriété et au droit des stockages de déchets de films plastiques et de granulés plastiques. Il peut être considéré que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 septembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Suite mise en demeure
Prescription contrôlée : Isolement des réseaux
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales permettant de confiner les eaux d'extinction d'un éventuel incendie avait été installé. Ce dispositif est clairement identifié et signalé. Les consignes pour le manœuvrer sont également indiquées sur le panneau de signalisation. Il peut être considéré que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 septembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet